

Changez l'histoire, sauvez des
vies : le rôle du secteur privé
dans l'élimination du paludisme



Changez l'histoire

Table des matieres

1 AVANT-PROPOS

2 LE PALUDISME EN 2025

Opportunités économiques
Assurer l'équité
L'histoire de Catherine

10 QUAND LES FEMMES MONTRENT LA VOIE : L'INITIATIVE VOIX ESSENTIELLES

L'histoire de Anne Cecile
Amplifier l'Impact : Un Fonds
pour l'élimination du paludisme
Un appel à l'action
L'histoire de Chantal

16 ACTION DU SECTEUR PRIVÉ

Médias et moustiquaires :
Comment Canal+ soutient les efforts
de lutte contre le paludisme

Ecobank et l'Initiative Zéro Palu !
Les Entreprises s'engagent

20 CONSEILS ET FONDS POUR L'ÉLIMINATION DU PALUDISME

22 LE RÔLE CRUCIAL DU SECTEUR PRIVÉ

Appels à l'action
L'histoire de Mariam

Avant-propos

Le paludisme entrave le développement des sociétés. Il constitue une contrainte à l'épanouissement des familles, à la croissance des entreprises et à la prospérité des économies. À ce jour, 45 pays et un territoire à travers le monde ont réussi à se libérer de ce fléau, démontrant ainsi que la synergie d'une volonté politique affirmée, de stratégies de sensibilisation, d'interventions concrètes et d'outils appropriés, soutenus par des ressources adéquates, permet de venir à bout de cette maladie.

Alors que l'élimination du paludisme à l'échelle du continent africain d'ici 2030 figure parmi les axes principaux du Cadre catalytique de l'Union africaine, qui fixe des objectifs pour atteindre ce but, les avancées enregistrées dans de nombreux pays africains piétinent. Les objectifs intermédiaires fixés pour 2025 ne sont plus à notre portée et l'espoir d'éliminer le paludisme d'ici 2030 ne tient plus qu'à un fil. Si les ressources financières affectées à la lutte contre le paludisme à l'échelle mondiale ne sont pas revues à la hausse, des centaines de milliers de décès supplémentaires pourraient survenir, touchant de manière disproportionnée les enfants, catégorie de la population la plus vulnérable face à cette pathologie, mais souvent silencieuse. L'élimination du paludisme nécessite un effort mondial renouvelé – un « Big Push ». Celui-ci devra s'appuyer sur des investissements accrus dans les programmes d'élimination, des mécanismes de financement innovants, une mobilisation du secteur privé, un déploiement accéléré de nouvelles interventions et innovations et des données en temps réel pour orienter les décisions.

Les organisations partenaires dans l'élaboration du présent rapport se sont engagées à appuyer ce « Big Push » pour l'élimination du paludisme. Ainsi, Speak Up Africa, l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA), le Partenariat RBM

pour en finir avec le paludisme, et Malaria No More UK ont uni leurs efforts pour lancer la campagne « Zéro Palu ! Changez l'Histoire » pour porter la voix des personnes les plus touchées par la maladie et faire connaître leur histoire. À travers des témoignages recueillis directement auprès d'enfants et de jeunes – comme ceux présentés dans le film accompagnant le présent rapport – la campagne interpelle les dirigeants pour qu'ils investissent dans la lutte contre le paludisme pour s'assurer que la prochaine génération est la dernière à vivre sous la menace de cette maladie évitable et traitable.

La participation du secteur privé est déterminante pour soutenir l'élan du « Big Push » et changer la donne pour des millions d'individus. En investissant dans le Fonds Voix EssentiELLES pour l'élimination du paludisme – un nouveau Fonds mis en place pour permettre aux partenaires du secteur privé d'investir dans des efforts communautaires de lutte contre le paludisme dirigés par des femmes en Afrique francophone – on peut contribuer à faire reculer le paludisme, revitaliser les sociétés, promouvoir l'égalité des genres et dynamiser les économies. Avec un engagement politique soutenu, des contributions financières accrues, des financements innovants par le biais des Conseils et Fonds d'élimination du paludisme au niveau national, et des partenariats internationaux solides, le secteur privé peut réellement faire la différence et contribuer à réaliser l'objectif d'un monde débarrassé du paludisme.

La reconstitution du Fonds mondial en 2025 est une étape critique indispensable pour la mobilisation des ressources financières dédiées à la lutte contre le paludisme. C'est pourquoi nous exhortons les dirigeants du monde entier à soutenir le Fonds mondial cette année pour mobiliser les ressources nécessaires à la lutte contre le paludisme avec une énergie renouvelée. L'élimination du paludisme est plus qu'un impératif de santé ; c'est un investissement pour un avenir plus sain, plus équitable, plus sûr et plus prospère pour tous les pays.



ASTRID BONFIELD
MALARIA NO MORE UK



JOY PHUMAPHI
ALLIANCE DES DIRIGEANTS
AFRICAINS CONTRE LE PALUDISME



DR MICHAEL CHARLES
LE PARTENARIAT RBM POUR
EN FINIR AVEC LE PALUDISME



YACINE DJIBO
SPEAK UP AFRICA

Le paludisme en 2025

Des décennies de progrès mis en péril

Le paludisme est une pathologie évitable et traitable. Un programme dynamique de recherche et développement permet de mettre au point des moustiquaires de dernière génération, des traitements optimisés, de nouveaux vaccins et d'autres innovations pour soutenir ces efforts.

Les dirigeants reconnaissent à quel point il est important de lutter contre cette maladie, comme le montre le Cadre catalytique de l'Union africaine, dont l'objectif est d'éliminer l'incidence et la mortalité liées au paludisme et de prévenir sa transmission et sa réapparition dans tous les pays à l'horizon 2030. Dans la Déclaration de Yaoundé de mars 2024, les ministres de la Santé de 11 pays africains fortement impactés ont affirmé leur engagement à respecter le principe selon lequel « personne ne devrait mourir du paludisme » compte tenu des outils et des ressources disponibles, et à prendre des mesures essentielles pour accélérer les progrès dans la lutte contre cette maladie.

Ces efforts ont entraîné une réduction significative du nombre de cas de paludisme et de décès dus à cette maladie. Entre 2000 et 2023, le taux de mortalité dû au paludisme a chuté de 63 %, passant de 140 à 52 pour 100 000 personnes à risque. Dans les pays francophones d'Afrique, le taux de mortalité a baissé de 58 % entre 2000 et 2022. Au même moment, la mortalité a été réduite de 81 % au Burkina Faso et de 78 % en Côte d'Ivoire. Durant la même période, le taux de mortalité a baissé de 81 % au Burkina Faso et de 78 % en Côte d'Ivoire.

En dépit de ces efforts, les progrès marquent le pas depuis le milieu de la dernière décennie. En 2023, la région Afrique de l'OMS a enregistré

246 millions de cas et 569 000 décès liés au paludisme. Environ 512 millions de personnes sont encore exposées au risque de cette maladie dans les pays francophones. Ce qui est préoccupant, c'est l'augmentation du nombre estimé de cas dans plusieurs pays au cours des cinq dernières années. Au Nigéria, par exemple, le nombre de cas a augmenté de 6,8 millions entre 2019 et 2023, tandis qu'en Éthiopie il a progressé de 6,9 millions et à Madagascar de 4,2 millions. La République-Unie de Tanzanie (1,9 million), la République Démocratique du Congo (1,8 million), l'Ouganda (1,3 million), le Mali (1,4 million) et le Cameroun (1,2 million) ont également enregistré une hausse notable du nombre de cas.

Les efforts mondiaux de lutte contre le paludisme sont freinés par une confluence de défis. La résistance grandissante aux médicaments antipaludéens et aux insecticides rend nos stratégies de lutte moins efficaces. D'autre part, les phénomènes climatiques extrêmes et les crises humanitaires perturbent les programmes de lutte, sans parler de la pandémie de COVID-19, qui a laissé des séquelles durables sur l'économie des pays concernés. L'insuffisance des financements a créé des failles dans les efforts de lutte contre les vecteurs, ainsi que dans la prévention et le traitement dans plusieurs pays parmi les plus touchés. Par ailleurs, la pression sur ces financements s'est intensifiée : en 2024, l'aide publique au développement (APD) a diminué de 7,1 % en termes réels par rapport à 2023, et des réductions supplémentaires sont attendues dès début 2025.

Si l'élimination du paludisme demeure envisageable, sans une relance des efforts et des financements, des millions de personnes perdront la vie, et des progrès économiques représentant des milliards de dollars ne se matérialiseront pas.

“À chaque fois que je suis tombé malade du paludisme, j'étais obligé d'aller à l'hôpital.”

Davila
8 ans



Opportunités économiques

Les impacts économiques du paludisme constituent encore un frein au développement du continent, notamment en raison du détournement des ressources financières des ménages vers les dépenses de santé, de la baisse de la productivité et la stagnation du PIB des pays affectés.

Les coûts des traitements et des soins sont souvent supportés directement par les ménages. Selon l'UNICEF, dans les zones endémiques, les familles consacrent en moyenne plus d'un quart de leurs revenus aux dépenses liées au paludisme. Une étude menée au Mozambique montre que plus d'un tiers des familles touchées par le paludisme devaient supporter des coûts catastrophiques. Ces dépenses limitent leur participation à l'économie et les empêchent d'investir dans l'éducation ou d'autres activités permettant de sortir de la pauvreté. En outre, les soins prodigués aux malades, principalement les jeunes enfants, constituent une charge invisible, souvent supportée par les mères, ce qui les éloigne du marché du travail.

Le secteur privé subit les conséquences de la perte de productivité, les effets débilants du paludisme sapant l'énergie des travailleurs et entraînant un absentéisme accru. Le coût des soins de santé augmente et le pouvoir d'achat des consommateurs diminue en raison des dépenses de santé des ménages. Ainsi, les efforts de lutte contre le paludisme bénéficient non seulement à la santé des individus, mais aussi aux entreprises et à l'économie dans son ensemble : les familles ne détournent plus leurs ressources vers les soins de santé, et les travailleurs peuvent participer davantage à la vie active.

L'élimination du paludisme pourrait générer un retour sur investissement substantiel. Selon un rapport de 2019, une réduction de 10 % des cas de paludisme est corrélée à une hausse de 0,11 point de pourcentage de la croissance annuelle du PIB par habitant. Une étude de 2024 a, quant à elle, estimé que si l'incidence des cas était réduite de 90 % d'ici à 2030, les pays où le paludisme est endémique pourraient voir leur PIB augmenter de 142,7 milliards de dollars US entre 2023 et 2030. Sur le continent africain, cette croissance du PIB pourrait atteindre 126,9 milliards de dollars sur la même période. Le Nigeria pourrait bénéficier d'une augmentation de près de 34 milliards de dollars de son PIB d'ici 2030, tandis que le Kenya, l'Angola, la Tanzanie et la RDC en tireraient respectivement 9,4 milliards, 8,5 milliards, 7,5 milliards et 4,9 milliards de dollars.

Outre la croissance du PIB des pays où le paludisme est endémique, les échanges internationaux pourraient connaître un bond considérable estimé à 80,7 milliards de dollars entre 2023 et 2030. Plus d'un tiers (39,3 %) de ce regain commercial serait attribuable à la hausse des exportations des pays africains. L'élimination du paludisme permettrait de sortir des millions de personnes de la pauvreté et constituerait un puissant catalyseur pour l'économie mondiale, en stimulant la productivité, le commerce et la croissance.

En s'impliquant financièrement dans la lutte contre le paludisme, le secteur privé peut contribuer à stimuler la croissance économique. Il peut mobiliser des instruments de financement novateurs ou apporter directement des fonds aux organismes chargés de la mise en œuvre des programmes de lutte contre le paludisme. Par-delà les gains financiers pour le secteur privé, cet engagement génère des avantages stratégiques : à travers la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et des initiatives partagées de création de valeur, les dirigeants du secteur peuvent aligner leurs sociétés et leurs marques sur les valeurs sociales de leurs clients et parties prenantes.

Le paludisme pèse **lourdement** sur les **économies mondiales**.

200 million

cas de paludisme dans le monde chaque année, empêchant les adultes de travailler et les enfants d'aller à l'école

\$126,9 milliards

de dollars de gain pour les économies africaines touchées par le paludisme si nous remettons sur les rails les efforts visant à éliminer cette maladie

\$80,7 milliards

de dollars de gain pour le commerce international si nous remettons sur les rails les efforts visant à mettre fin au paludisme

Les conséquences économiques du paludisme continuent de freiner le développement du continent. En investissant dans la lutte contre le paludisme, le secteur privé peut contribuer à catalyser la croissance économique.

Instaurer l'égalité entre les genres

Lorsque les enfants franchissent le cap de leur cinquième anniversaire, ils peuvent entamer leur cursus scolaire. Lorsque les familles ne sont pas confrontées à des épisodes répétés de paludisme, les adultes peuvent continuer à travailler et à être productifs. L'élimination du paludisme peut transformer les systèmes de santé des pays et dynamiser les économies. Elle peut également promouvoir l'égalité des genres, créant ainsi un « double dividende ».

En tant que patientes, aidantes ou prestataires de soins de santé, les femmes et les adolescentes supportent le fardeau du paludisme à divers degrés. Leur vulnérabilité biologique durant la grossesse, conjuguée aux inégalités et discriminations de genre, aggrave leur état de santé.

Par ailleurs, leur autonomie financière et décisionnelle restreinte peut les empêcher d'accéder aux moustiquaires imprégnées, de se rendre à leurs consultations prénatales, de bénéficier d'une prévention contre le paludisme ou de faire soigner leurs enfants malades. Les coûts indirects liés au paludisme, tels que l'interruption de la scolarité, la perte d'emploi, la répartition inégale des charges de soins et l'augmentation des taux de mortalité toutes causes confondues, chez les enfants de moins de cinq ans, pèsent de manière disproportionnée sur les femmes et les filles qui jouent un rôle prépondérant dans l'économie informelle des soins, prenant en charge les enfants, les personnes âgées et les personnes atteintes de handicap, tout en gérant le foyer. Au Ghana, par exemple, les chercheurs estiment que les femmes assurent les soins informels prodigués aux malades du paludisme dans 83 % des cas.

Les femmes jouent un rôle crucial, non seulement en tant que professionnelles de la santé et intervenantes dans la lutte antivectorielle, mais également en tant que leaders et militantes au sein de leurs communautés, s'illustrant par leur rôle prépondérant dans le combat contre le paludisme. Elles représentent 70 % des agents de santé communautaires dans le monde, jouant un rôle primordial dans le dépistage, le traitement et la surveillance du paludisme. En garantissant l'égalité d'accès à la formation, à l'emploi, au leadership et à une rémunération égalitaire pour les femmes du secteur de la santé et des soins, on instaure un levier puissant permettant de renforcer l'égalité des genres et d'améliorer l'efficacité des programmes. Ces opportunités peuvent avoir un impact particulièrement transformateur pour les adolescentes, qui sont les mères, les scientifiques, les agentes de santé communautaire, les militantes et les dirigeantes politiques de demain.



L'égalité des genres dans la stratégie 2023–2028 du Fonds mondial

Le Fonds mondial, dans sa stratégie 2023-2028, reconnaît que l'objectif de mettre fin au VIH, à la tuberculose et au paludisme ne peut être atteint sans maximiser l'équité en matière de santé, l'égalité des genres et les droits humains. Le Fonds mondial aide les pays et les communautés à :

1. Renforcer les programmes et approches globaux visant à éliminer les obstacles liés aux droits humains et au genre
2. Soutenir des programmes complets en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs
3. Promouvoir des programmes adaptés aux besoins des jeunes
4. Déployer des données quantitatives et qualitatives permettant d'identifier les facteurs d'inégalité liés au VIH, à la tuberculose et au paludisme

70%

70% des agents de santé communautaires dans le monde sont des femmes

1 in 3

En Afrique subsaharienne, une femme enceinte sur trois contracte le paludisme, mettant sa vie en danger

83%

Les femmes peuvent fournir des soins informels dans jusqu'à 83 % des cas de paludisme

RÉFÉRENCES

RAPPORT MONDIAL SUR LE PALUDISME 2024

RAPPORT D'OXFORD ECONOMICS (2024) : LE DIVIDENDE DU PALUDISME OU POURQUOI INVESTIR DANS L'ÉLIMINATION DU PALUDISME PROFITE À TOUS

RAPPORT D'IMPACT RÉGIONAL DU FONDS MONDIAL DANS LES PAYS FRANCOPHONES, AVRIL 2024

Catherina

11 ans



L'histoire de Catherina

À seulement 11 ans, Catherina sait exactement ce qu'elle veut faire plus tard : elle veut être ingénieure. « Je veux construire des voitures très rapides, mais également très belles.

» Cette passion pousse Catherina à travailler dur à l'école, car elle sait qu'elle aura besoin d'une formation supérieure pour atteindre son objectif. Mais le paludisme est en train de ralentir ses progrès.

« J'ai eu le palu pour la première fois quand j'avais un an », raconte-t-elle. Elle a lutté contre la maladie tout au long de son enfance, ce qui l'a empêchée d'aller à l'école et de passer ses examens. À chaque fois, sa guérison lui permettait de reprendre le cours de sa vie, mais avec un retard à rattraper. « Après le traitement, je me sentais mieux et je pouvais jouer avec mes amis. »

Catherina n'a pas peur de remettre en question les stéréotypes de genre. « Tout ce qu'un garçon peut faire, une fille peut le faire aussi », déclare-t-elle.

« Les filles et les garçons peuvent exercer les mêmes métiers. » Elle espère qu'avec de bonnes études et une carrière solide, elle pourra subvenir aux besoins de sa famille.

Une maladie évitable et traitable ne devrait pas freiner les ambitions d'une jeune fille déterminée à réaliser ses rêves... mais le paludisme menace l'avenir de Catherina.

« Si le palu n'existait pas, tout le monde pourrait réaliser ses rêves », déclare-t-elle.

Quand les femmes montrent la voie : L'initiative Voix EssentiELLEs

Lancée en 2021, l'initiative Voix EssentiELLEs renforce les capacités des organisations communautaires dirigées par des femmes en Afrique francophone à mener des actions de plaidoyer en faveur de la santé et d'influencer les processus décisionnels. Présente au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Bénin et au Togo, cette initiative favorise l'engagement des femmes et des filles dans la formulation des politiques et des systèmes ayant un impact direct sur leur santé et sur leur avenir.

Portée par Speak Up Africa et soutenue par la Fondation CHANEL et le Fonds mondial, l'initiative Voix EssentiELLEs propose un appui unique intégrant un financement direct et flexible, un renforcement ciblé des capacités et un accès élargi aux réseaux et aux espaces de décision. Elle vise à faire passer les femmes du rôle d'agents de terrain à celui de véritables leaders et influenceuses reconnues dans le secteur de la santé.

Depuis son lancement, cette initiative a octroyé 2,87 millions de dollars en subventions à 60 organisations dirigées par des femmes ainsi qu'à cinq réseaux nationaux. Ces structures interviennent sur des thématiques telles que le paludisme, le VIH, les violences liées au genre, la santé sexuelle et reproductive, ainsi que la résilience face aux changements climatiques.

Ce travail ne se contente pas de réduire les disparités en matière d'équité, il redéfinit également qui a voix au chapitre et qui reçoit des financements dans le domaine de la santé mondiale.

Voix 
Essentielles

27

femmes ont été désignées pour siéger dans des instances de décision officielles

22

organisations ont influencé les dialogues nationaux du Fonds mondial

480

activités de plaidoyer pilotées par les communautés ont été menées

81

personnes ont bénéficié d'un renforcement des capacités adapté à leurs besoins

Leadership communautaire

Burkina Faso



FARIDA TIEMORE

Au Burkina Faso, Farida Tiemore, fondatrice de Les Héroïnes du Faso, s'est imposée comme leader de la lutte contre le paludisme, tant sur la scène nationale qu'internationale. Membre du Conseil des jeunes du Fonds mondial, elle milite en faveur de politiques inclusives et joue un rôle actif dans le déploiement du Malaria Matchbox, un outil d'évaluation de l'équité et de l'accessibilité des programmes antipaludiques à travers le pays.

« Je me suis dit : 'Pourquoi ne pas créer quelque chose sur Internet pour permettre aux gens d'obtenir les bonnes informations ?' Le blog m'a immédiatement permis d'entrer en contact avec des filles et des femmes modèles. Mon objectif était de leur permettre de partager leurs expériences pour venir en aide à d'autres filles et à d'autres femmes. »

Senegal

Au Sénégal, Aissatou Mbaye Ndiaye, présidente du Comité de suivi, de veille et d'alerte (CSVA) de la société civile, a mis à profit la plateforme Voix EssentiELLEs pour renforcer la participation communautaire dans la planification des interventions contre le paludisme. Actuellement présidente de l'Instance de Coordination Nationale (ICN) du Fonds mondial, elle accompagne d'autres organisations locales désireuses d'influencer les processus de financement du Fonds mondial.

« Accélérer les actions en faveur de l'égalité des genres dans les soins de santé consiste à garantir la participation active des femmes aux processus décisionnels. La présence des femmes à la table des négociations permet d'élaborer des politiques et solutions qui prennent en compte les besoins de tous. »



AISSATOU MBAYE NDIAYE

Amplifier l'Impact : Un Fonds pour l'élimination du paludisme

Pour élargir la portée de ce modèle couronné de succès, Speak Up Africa procédera au lancement officiel du Fonds Voix EssentiELLES pour l'élimination du paludisme lors de l'Africa CEO Forum 2025, qui se tiendra à Abidjan.

Ce nouveau Fonds servira de point d'entrée permettant aux partenaires du secteur privé d'investir dans des initiatives communautaires pilotées par des femmes pour l'élimination du paludisme en Afrique francophone. Ciblant 21 pays de la région (dont 18 fortement touchés par la maladie), le Fonds prévoit de soutenir, d'ici 2030, au moins 210 organisations communautaires dirigées par des femmes, en leur fournissant les ressources et les outils nécessaires à l'instauration d'un changement durable.

Le Fonds s'engage à :

Appuyer les initiatives de plaidoyer communautaires pour garantir une redevabilité accrue dans la lutte contre le paludisme ;

Mettre en place une coalition régionale de femmes afin d'ériger le paludisme au rang de priorité à la fois politique et budgétaire ;

Accorder un financement souple et axé sur le paludisme, tout en appuyant le renforcement stratégique des capacités.

Aligné sur les stratégies nationales, régionales et continentales de lutte contre le paludisme, le Fonds s'engage à mobiliser 4 millions de dollars d'ici 2030, créant ainsi de nouvelles opportunités pour promouvoir l'égalité des genres et renforcer l'impact sur la santé.

Investir dans le leadership, l'équité et l'impact

Le moment est venu de changer le cours de l'histoire. Face à la résurgence du paludisme et à l'insuffisance des financements, nous devons privilégier des approches locales, équitables et durables. Le Fonds Voix EssentiELLES pour l'élimination du paludisme offre au secteur privé une opportunité unique de jouer un rôle dans la transformation sanitaire de l'Afrique, tout en renforçant l'égalité des genres et la responsabilité sociale. En soutenant le Fonds, les entreprises peuvent :

Investir dans une Afrique libérée du paludisme, plus productive et plus équitable ;

Promouvoir un leadership inclusif et porter la voix des femmes dans les espaces politiques ;

S'aligner sur les priorités nationales et mondiales en matière de santé publique grâce à un mécanisme fiable et à fort impact.

Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir où le paludisme n'est plus un frein au développement des communautés et où les femmes jouent un rôle de premier plan.



“Il est important pour notre organisation de plaider auprès des décideurs afin que nous soyons inclus dans le système de santé.”

Anne Cécile

L'histoire d'Anne Cécile

Anne Cécile Konan, présidente de l'Union nationale des femmes handicapées de Côte d'Ivoire, milite depuis près de deux décennies pour les droits des femmes en situation de handicap. « La problématique de la santé des femmes en situation de handicap fait partie de nos objectifs spécifiques », explique-t-elle. « Nos observations confirment une incidence croissante du paludisme parmi elles. »

Pour Anne Cécile, la lutte contre le paludisme repose sur trois piliers fondamentaux : l'accès à des moustiquaires imprégnées d'insecticide, des services de santé inclusifs et surtout une sensibilisation à grande échelle. L'accès aux soins de santé représente un défi majeur. « À ce jour, certains villages n'ont pas de centre de santé, et dès l'apparition des premiers symptômes, les habitants doivent parcourir entre 10 et 15 kilomètres pour atteindre le centre le plus proche », souligne Anne Cécile. « Je reconnais que l'État a déployé des efforts considérables pour construire de nombreux centres de santé, mais dans la région où nous œuvrons, les communautés demandent encore l'implantation d'un centre de soins primaires, car toutes les localités n'en disposent

pas encore. » Les longs trajets sont éprouvants pour tous, mais pour les femmes en situation de handicap et celles ayant des responsabilités familiales, ils peuvent s'avérer impossibles. C'est pourquoi leur voix doit être entendue.

L'initiative Voix EssentiELLES soutient des organisations telles que celle d'Anne Cécile, leur permettant de renforcer leur impact. Grâce à cet appui, Anne Cécile a pu élargir ses campagnes de sensibilisation à l'échelle locale et influencer sur les politiques nationales de santé. Mais pour aller plus loin, des investissements supplémentaires sont nécessaires. « Nous faisons souvent appel à des leaders pour sensibiliser la population, mais le contact avec les populations locales nous permettrait d'élargir encore notre champ d'action », explique-t-elle. « Nous avons donc besoin de financements pour nous rapprocher des communautés. »

Peut-on éliminer définitivement le paludisme ? « Je suis optimiste », répond-elle. « Si toute la population s'engage à empêcher les moustiques de nous toucher, je pense que le paludisme pourrait disparaître. »



L'histoire de Chantal

Couturière, cheffe d'entreprise et fière membre de l'Union nationale des femmes handicapées de Côte d'Ivoire, Chantal refuse toute limitation de ses capacités. Mais le paludisme a façonné son parcours et changé sa vie à jamais.

« À l'âge de deux ans, je suis tombée malade. J'avais le palu et je souffrais. Mes parents m'ont emmenée à l'hôpital. » Cependant, plusieurs mois après ma guérison, Chantal ne parvenait toujours pas à marcher. Ne disposant pas d'un équipement de mobilité adéquat, Chantal avait peu d'options en grandissant. Pendant que ses frères et sœurs allaient à l'école et que ses parents travaillaient aux champs, elle restait seule à la maison, dans l'incapacité de participer à la vie quotidienne.

Plongée dans cette solitude, Chantal a trouvé du réconfort dans la couture. Elle a découvert la joie de créer avec ses mains. Ce n'est qu'après avoir obtenu un fauteuil roulant qu'elle a pu développer pleinement ses compétences de couturière.

« Après ma formation professionnelle, j'ai commencé à travailler », confie-t-elle. « Je me sens

bien. Je m'épanouis en créant des vêtements pour les autres. »

Chantal est déterminée à aider les autres à prendre leur destin en main. « Je veux dire à toutes les personnes malades ou en situation de handicap de ne jamais baisser les bras », déclare-t-elle. « Pour moi, c'est très important de travailler. Et j'encourage toutes mes sœurs et toutes les autres femmes handicapées à faire de même. »

L'histoire de Chantal n'est pas seulement celle d'une femme résiliente. Elle nous rappelle brutalement les conséquences possibles que le paludisme peut avoir sur toute une vie. Si nous voulons éliminer définitivement cette maladie, nous devons prêter une oreille attentive aux témoignages des survivants et des femmes en situation de handicap comme Chantal. Il est impératif de mettre en place des politiques inclusives pour que personne ne soit oublié dans la lutte contre cette maladie évitable.

“Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour relever les défis.”

Chantal





Médias et moustiquaires

Comment Canal+ soutient les efforts de lutte contre le paludisme

Depuis 5 ans, Canal+ et Speak Up Africa collaborent en partenariat dans l'espace francophone africain. Canal+ a investi 1,5 million de dollars dans la lutte contre le paludisme via le soutien médiatique et les dons financiers directs, tout en mettant à profit sa forte présence médiatique pour sensibiliser le public, parallèlement à son engagement dans le cadre de ses initiatives de responsabilité sociale d'entreprise.

Canal+ est présent dans plus de 25 pays africains et compte plus de 600 points de vente, plus de 1 000 employés et un portefeuille diversifié de plus de 200 chaînes de télévision, stations de radio et services numériques. Depuis 2021, Canal+ met à profit son rayonnement médiatique et ses ressources pour renforcer la sensibilisation au paludisme, soutenir les efforts de prévention et consolider les systèmes de santé en collaboration avec les programmes nationaux de santé.

La plus ancienne de ces initiatives consiste en la diffusion de spots de sensibilisation. Ces spots, réalisés chaque année depuis 2021, sont diffusés

à travers toute l'Afrique sur les antennes de Canal+, ainsi qu'en wolof au Sénégal sur la chaîne locale Sunu Yeuf. En avril 2025, Canal+ Côte d'Ivoire a rejoint cette lutte en diffusant des contenus de sensibilisation au paludisme sur sa chaîne Voir+ Ivoire.

Au nombre des autres activités menées, l'on peut citer des campagnes de sensibilisation au paludisme menées sur les réseaux sociaux, un documentaire de 52 minutes intitulé Vaincre le paludisme diffusé sur Canal+ Afrique, ainsi que la production et la diffusion d'un reportage dans le cadre de la série Enquête d'Afrique sur la mise au point d'un nouveau vaccin contre le paludisme au Burkina Faso. En 2022, Canal+ a organisé le concert « Zéro Palu Ensemble », auquel ont participé des artistes africains de renom tels que Lokua Kanza. Le concert a été diffusé sur Canal+ en Afrique.

Le personnel de Canal+ a également joué un rôle actif. Le DG de Canal+ Sénégal, un Champion Zéro Palu, a organisé une opération de plaidoyer à Dakar pour inciter d'autres chefs d'entreprise et des médias privés à se joindre à la lutte. Les employés de Canal+ Bénin ont, quant à eux, participé à un atelier de sensibilisation.

Au Bénin et au Sénégal, l'entreprise a soutenu les efforts de prévention du paludisme en distribuant des moustiquaires imprégnées d'insecticide et du matériel aux populations vulnérables des régions à haut risque. Au Bénin, des moustiquaires ont été fournies aux enfants de l'orphelinat Ylang Ylang à Hinvi, aux femmes enceintes et aux mères d'enfants fréquentant le centre de santé local et le service pédiatrique de l'hôpital, ainsi qu'aux employés de Canal+ Bénin.

Au Sénégal, Canal+ a fait un don de moustiquaires à l'association « Special Olympics » qui vient en aide aux enfants atteints de déficiences intellectuelles, ainsi qu'aux populations des régions de Kaolack et de Fatick. L'entreprise a également contribué à la mobilité des agents de santé à domicile en leur fournissant des vélos pour faciliter leurs déplacements entre les villages du district sanitaire de Diourbel.

Fort de son rayonnement médiatique et de ses ressources, Canal+ est un partenaire privé de premier plan dans la lutte contre le paludisme. Cet engagement se poursuivra à l'avenir, Canal+ ayant récemment signé des accords de partenariat avec Speak Up Africa et les programmes nationaux de lutte contre le paludisme au Bénin et au Sénégal.





Ecobank et l'Initiative Zéro Palu ! Les Entreprises s'engagent

Le succès de l'Initiative Zéro Palu ! Les Entreprises s'engagent – fruit d'une collaboration entre Ecobank, Speak Up Africa et le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme – illustre la capacité du secteur privé à conduire des initiatives à fort impact social en matière de lutte contre cette maladie. Cette initiative a réussi à mobiliser les contributions du secteur privé en rassemblant diverses entreprises à travers le continent africain, en mettant en avant de nouveaux champions et en faisant appel aux médias pour diffuser des messages essentiels à un large public.

Fondé en 1985, le groupe Ecobank se positionne comme le premier groupe bancaire privé panafricain. Il bénéficie d'une expertise sans égal sur le continent africain et est implanté dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Émirats arabes unis et en Chine. Profondément engagée dans l'amélioration de la qualité de vie des populations à travers le continent, Ecobank a toujours œuvré à travers des initiatives à impact social visant à relever les défis les plus pressants de l'Afrique.

Déployée à titre expérimental entre 2020 et 2024,

l'Initiative Zéro Palu ! Les Entreprises s'engagent est le fruit d'une collaboration entre le groupe Ecobank (par l'intermédiaire de sa fondation), Speak Up Africa et le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme. Elle s'est donnée pour objectif d'apporter de nouvelles contributions, en nature et en numéraire, du secteur privé local afin de soutenir les programmes nationaux de lutte contre le paludisme.

À travers des actions de plaidoyer et de collecte de fonds, l'initiative a réussi à mobiliser 6 millions de dollars américains en contributions financières et en nature auprès de 59 entreprises du secteur privé dans cinq pays africains : Bénin, Burkina Faso, Ghana, Sénégal et Ouganda. Ces contributions ont été déterminantes pour les campagnes de prévention, de traitement et de sensibilisation au paludisme.

Neuf dirigeants du secteur privé ont rejoint l'initiative en qualité de champions Zéro Palu. Ils ont mené des actions de sensibilisation et de mobilisation au sein de leur secteur économique, apportant ainsi de nouvelles perspectives et une expertise complémentaire à la campagne.

Financement catalytique et communication stratégique

Pour inciter et inspirer d'autres entreprises à rejoindre l'Initiative Zéro Palu ! Les Entreprises s'engagent, le groupe Ecobank a apporté une contribution de 1 million de dollars américains sous forme de financement catalytique, destiné à être égalé par des contributions équivalentes. Les ressources mobilisées dans le cadre de l'initiative ont ensuite été centralisées au sein de comités multisectoriels, existants ou nouvellement créés. Au Bénin, par exemple, un nouveau comité a été institué par arrêté ministériel en 2023 dans le but de gérer et de mobiliser les ressources destinées au Fonds Zéro Palu, présidé par le directeur général d'Ecobank Bénin. En Ouganda, le directeur général d'Ecobank Ouganda a rejoint le conseil d'administration de Malaria-Free Uganda, une plateforme existante de mobilisation des ressources axée sur le secteur privé, tandis que Speak Up Africa a rejoint son groupe de travail technique. Cette approche garantit la pleine intégration et l'alignement optimal des nouvelles et anciennes structures et approches.

Ecobank a joué un rôle fondamental dans la promotion de l'engagement du secteur privé en faveur de l'élimination du paludisme, grâce à

son leadership éclairé et à sa communication stratégique. Elle a établi des partenariats avec des plateformes médiatiques influentes pour diffuser des messages clés auprès d'un large public. Elle a notamment publié des articles d'opinion, tels que celui de Paul-Harry Aithnard (directeur général d'Ecobank Côte d'Ivoire et directeur régional pour la région UEMOA) dans Jeune Afrique en 2022. Une série de mini-documentaires illustrant l'impact de l'initiative a été produite et diffusée par la grande chaîne africaine TV5 Monde (diffusée dans 370 millions de foyers à travers le monde). Par ailleurs, le géant des nouveaux médias Brut Afrique a élaboré une série de vidéos sur les réseaux sociaux pour sensibiliser le public au paludisme et à l'importance d'un engagement sociétal, touchant plus de 5 millions de téléspectateurs.

Parallèlement, des campagnes de sensibilisation menées en interne auprès du personnel d'Ecobank ont consolidé l'engagement et favorisé une participation active aux efforts de sensibilisation. En formant ses employés, en particulier les chargés de clientèle, Ecobank leur a donné les moyens d'agir en tant qu'ambassadeurs et d'inciter leurs clients à soutenir les efforts de lutte contre le paludisme.

Le leadership d'Ecobank dans la lutte contre le paludisme à travers l'Initiative Zéro Palu ! Les Entreprises s'engagent montre la puissance de l'engagement du secteur privé dans la lutte contre les défis de santé publique. En mobilisant d'importantes contributions en nature et en numéraire, en faisant participer des dirigeants d'entreprise influents comme champions et en sensibilisant le public grâce à la communication stratégique, Ecobank s'est positionnée avec succès comme un partenaire clé dans les efforts de lutte contre le paludisme en Afrique.



Conseils et Fonds pour l'élimination du paludisme

Mobilisation des dirigeants de divers secteurs en faveur du plaidoyer, de l'action, des ressources et de la redevabilité

En réponse à l'appel lancé par les chefs d'État et de gouvernement africains, les pays du continent ont décidé de mettre en place des Conseils et des Fonds pour l'élimination du paludisme (CEP) dans le but de promouvoir la sensibilisation et l'action, et de mobiliser les ressources nécessaires pour mettre fin au paludisme.

Les CEP sont constitués de hauts représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile mandatés pour appuyer les programmes nationaux de lutte contre le paludisme. Nommés par le chef de l'État ou par le gouvernement, ces dirigeants s'appuient sur leurs tribunes, leurs réseaux et leur influence pour maintenir le paludisme parmi les priorités dans tous les secteurs, lever les obstacles opérationnels et remédier aux lacunes en matière de ressources dans les plans stratégiques nationaux. Les CEP sont un outil important pour mener à bien les initiatives continentales telles que Zéro Palu ! Je m'engage et pour répondre à l'urgence d'accroître le financement des programmes nationaux de lutte contre le paludisme.

À l'heure où les pays où le paludisme est endémique font face à une situation désastreuse, marquée par une diminution des financements des donateurs et une hausse des coûts due à la résistance biologique et aux effets du changement climatique, les CEP jouent un rôle crucial pour s'assurer qu'ils disposent des ressources nécessaires pour mettre en œuvre des interventions vitales contre le paludisme. Les CEP ont déjà mobilisé plus de 150 millions de dollars américains en engagements financiers et en nature, et les investissements récurrents existants devraient générer 380 millions de dollars supplémentaires d'ici 2030. À ce jour, le secteur privé a apporté une contribution de plus de 85 millions de dollars.

Il existe de nombreuses ressources financières et matérielles inexploitées susceptibles de soutenir les initiatives de prévention et de traitement du paludisme, ainsi que le renforcement des systèmes de santé. Le secteur privé, en particulier, peut contribuer aux efforts nationaux de lutte

contre le paludisme en apportant son aide en matière de transport et de logistique, de systèmes de collecte de données et de technologies, de diffusion médiatique, de messages SMS, ainsi qu'en formant la main-d'œuvre, entre autres. Grâce à leur influence et à leurs réseaux, les CEP ont réussi à mobiliser plus de 2 500 entreprises et mis en évidence les effets négatifs du paludisme sur leurs priorités commerciales fondamentales. En alignant la lutte contre le paludisme sur les intérêts commerciaux et les priorités en matière de responsabilité sociale des entreprises, les CEP ont facilité les contributions financières et en nature du secteur privé.

La communication et la collaboration avec les décideurs politiques sont tout aussi essentielles pour s'assurer que le paludisme reste une priorité dans les programmes nationaux. Les membres des CEP ont noué des partenariats avec les médias et d'autres acteurs de la communication dans le but d'accroître la visibilité et l'engagement politique. Ils ont également coordonné les messages et les stratégies de plaidoyer destinés à divers publics. Parallèlement, les membres ont collaboré avec des parlementaires et des ministères pour renforcer les engagements nationaux et aligner les politiques et les budgets sur les besoins exprimés sur le terrain. Le secteur privé a organisé des tables rondes avec des ministères (notamment ceux chargés de l'Énergie, des Mines et de l'Agriculture) afin d'améliorer la planification et la mise en œuvre, d'intégrer les interventions contre le paludisme dans des stratégies et des cadres de gouvernance plus larges et de renforcer la viabilité à long terme.

Le modèle des CEP est très adaptable et durable. En rassemblant les décideurs de divers secteurs, les CEP jouent un rôle moteur dans le processus de changement, garantissent des investissements à long terme et obligent les dirigeants à honorer leurs engagements. Ils aident les pays africains à prendre en main leurs efforts de lutte contre le paludisme, à former des coalitions et à démontrer que des progrès réels sont possibles.

Investissements du secteur privé pour mettre fin au paludisme en Zambie

Zambia Sugar et First Quantum Minerals, toutes deux membres du CEP de Zambie, ont intégré la lutte contre le paludisme dans leurs stratégies commerciales fondamentales afin de préserver le bien-être de leurs employés et d'assurer leur efficacité opérationnelle.

En optimisant la gestion de l'eau, Zambia Sugar a diminué le nombre de sites de reproduction des vecteurs du paludisme tout en augmentant le rendement agricole. L'entreprise mène également des interventions contre le paludisme sur ses plantations ainsi que dans les communautés environnantes, ce qui a contribué à réduire la transmission locale et l'absentéisme parmi les travailleurs. Pour sa part, First Quantum Minerals a investi des millions de dollars pour l'achat et le transport de produits de base, la formation d'agents de santé communautaires et la mise en œuvre de mesures préventives telles que l'aspersion d'insecticides et la gestion des gîtes larvaires autour de ses sites miniers. En considérant le paludisme comme un risque commercial et une responsabilité communautaire, l'entreprise a soutenu des objectifs de santé publique de plus grande portée tout en protégeant sa propre main-d'œuvre.



Le rôle crucial du secteur privé

Pour éviter de perdre des années de progrès dans la lutte contre le paludisme, il est impératif et urgent d'identifier de nouvelles sources de financement diversifiées. Le secteur privé a un rôle crucial à jouer dans ces efforts, en faisant avancer les campagnes « Big Push » et « Changez l'Histoire », en soutenant directement les efforts visant l'élimination du paludisme, en investissant dans le Fonds Voix EssentiELLES pour l'élimination du paludisme et en collaborant avec les Conseils et Fonds pour l'élimination du paludisme.

Soutien direct

Nous exhortons les entreprises du secteur privé à soutenir les efforts visant à éliminer le paludisme par le biais de financements ou de ressources en nature.

Le paludisme a de graves conséquences pour l'économie ainsi que pour la productivité des travailleurs. En apportant un soutien direct aux programmes d'élimination du paludisme, que ce soit par le biais de financements ou en mobilisant leurs ressources, leurs moyens et leur expertise, les entreprises ont la possibilité de contribuer à la réduction des taux de prévalence, de redynamiser les sociétés, d'instaurer l'égalité des genres et de stimuler les économies.

Mobilisation des entreprises minières en Tanzanie

Le Conseil pour l'élimination du paludisme en Tanzanie a organisé une table ronde avec les PDG d'entreprises du secteur minier afin de discuter de l'impact du paludisme sur l'industrie. Cette initiative a abouti à des promesses de dons d'un montant total de 1,5 million de dollars pour soutenir la mise en œuvre de mesures de lutte contre le paludisme dans les zones situées à proximité de leurs sites d'exploitation.

Réapprovisionnement du Fonds mondial pour 2025

Nous exhortons les dirigeants du secteur privé à apporter leur soutien au Fonds mondial cette année afin de mobiliser les ressources nécessaires pour lutter contre le paludisme avec une énergie renouvelée.

Le Fonds mondial est un partenariat planétaire engagé dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, dans le but de garantir un avenir plus sain, plus sûr et plus équitable pour tous. Il mobilise et investit plus de 5 milliards de dollars par an pour lutter contre ces maladies infectieuses mortelles, combattre les injustices à l'origine de leur propagation et renforcer les systèmes de santé, ainsi que la préparation aux pandémies dans plus de 100 des pays les plus touchés. Pour le huitième cycle de réapprovisionnement, le Fonds mondial s'est fixé pour objectif de mobiliser 18 milliards de dollars en 2025 pour lutter contre les maladies et renforcer les systèmes de santé à l'échelle mondiale.

Communication de masse en Eswatini

Le Fonds pour l'élimination du Paludisme d'Eswatini a conclu un partenariat avec les entreprises de télécommunications afin de promouvoir l'envoi massif de SMS à l'échelle nationale et de fournir un appui en nature au système de notification des cas du ministère de la Santé. Ce partenariat renforce la capacité du Programme national de lutte contre le paludisme à réagir en temps réel aux cas détectés et à intensifier la sensibilisation autour de la maladie.

Fonds Voix EssentiELLES pour l'élimination du paludisme

Nous exhortons le secteur privé à investir dans le Fonds Voix EssentiELLES pour l'élimination du paludisme.

Lancé lors de l'Africa CEO Forum 2025 à Abidjan, ce nouveau Fonds sert de point d'entrée permettant aux partenaires du secteur privé d'investir dans des initiatives communautaires portées par des femmes pour éliminer le paludisme en Afrique francophone. Le Fonds appuiera les actions de plaidoyer menées par les communautés pour renforcer la redevabilité dans le cadre des engagements pris en matière de lutte contre le paludisme. Il contribuera également à la mise en place d'une coalition régionale féministe visant à faire du paludisme une priorité politique et budgétaire, et apportera un financement flexible axé sur le paludisme tout en renforçant les capacités stratégiques. Aligné sur les stratégies nationales, régionales et continentales de lutte contre le paludisme, le Fonds a pour objectif de mobiliser 4 millions de dollars d'ici 2030, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour l'égalité des genres et les interventions à impact sur la santé.

Conseils pour l'élimination du paludisme

Nous exhortons les dirigeants du secteur privé à rejoindre les Conseils pour l'élimination du paludisme, à mettre leur expertise au service du plaidoyer et de l'action, et à mobiliser des ressources pour éliminer ce fléau.

Les Conseils et Fonds pour l'élimination du paludisme sont des forums multisectoriels nationaux, dirigés par les pays eux-mêmes, dont l'objectif est d'accélérer les progrès dans la lutte contre le paludisme. Ils regroupent de hauts responsables gouvernementaux, des représentants du secteur privé, de la société civile et des communautés locales pour lutter contre le paludisme, plaider en faveur du maintien de cette question parmi les priorités du programme national de développement et mobiliser des engagements afin de combler les lacunes identifiées dans les plans stratégiques nationaux de lutte contre le paludisme. À ce jour, plus de 125 millions de dollars ont été engagés.

Partenariat public-privé multinational

La Tanzanie et le Kenya ont noué un partenariat avec SC Johnson dans le but de renforcer les initiatives de lutte contre le paludisme et de promouvoir la production locale de produits liés à la prévention ou à la prise en charge de cette maladie. Ce partenariat a permis de financer la construction de centres de santé frontaliers pour faciliter le dépistage et le traitement, ainsi que des campagnes de sensibilisation et un programme pilote de gestion des gîtes larvaires à l'aide de drones.

Accroissement du financement national de la lutte contre le paludisme au Nigéria

Le Conseil pour l'élimination du paludisme au Nigeria, sous la direction de l'industriel du secteur privé M. Aliko Dangote, a mobilisé 80 million tests diagnostiques rapides et a réussi à obtenir l'inclusion de 80 milliards de nairas (l'équivalent de 52 millions de dollars américains) dans le budget national au titre de la lutte contre le paludisme. Ces fonds viendront s'ajouter aux ressources supplémentaires mobilisées par le secteur privé par le biais du CEP.

“Un monde sans paludisme est synonyme d’une société plus saine et d’une économie plus durable.”

Mariam Djibo



L'histoire de Mariam

« Toute petite, je rêvais d'atteindre l'indépendance financière », déclare Mariam Djibo, PDG d'Advans Côte d'Ivoire. Inspirée par des femmes dynamiques dans les arts et les professions libérales, son ambition était clairement définie. Aujourd'hui, à la tête d'une entreprise de microfinance florissante, Mariam est déterminée à utiliser son influence pour impulser le changement. « À partir d'un certain niveau de pouvoir décisionnel, on se rend compte qu'on a la capacité de changer les choses », explique-t-elle.

Les femmes font face à de nombreux obstacles sur le chemin de l'indépendance financière et le paludisme reste toutefois un obstacle majeur à l'autonomisation économique des femmes. « Ce sont les femmes qui s'occupent des enfants lorsqu'ils sont malades ; elles sont contraintes de suspendre leurs activités économiques et, de ce fait, subissent les pertes financières qui en résultent. »

À quoi ressemblerait une Côte d'Ivoire libérée du paludisme ? « Nos enfants bénéficieraient d'une éducation de meilleure qualité.

Les femmes seraient confrontées à moins d'obstacles dans leur parcours professionnel ou dans la gestion de leurs activités économiques, et pourraient ainsi contribuer plus efficacement à leur foyer et à l'économie ». « Un monde sans paludisme est synonyme d'une société plus saine et d'une économie plus durable. »

Mariam exhorte les dirigeants de son pays et de l'ensemble du continent africain à investir dans des politiques inclusives visant à éliminer le paludisme, en prêtant attention aux voix souvent négligées, notamment celles des enfants. Ainsi, ensemble, nous pourrions bâtir un monde où les petites filles peuvent aspirer à devenir les leaders de la prochaine génération.

« Nous avons besoin de ressources financières pour financer des programmes de sensibilisation et de prévention », ajoute-t-elle, appelant le secteur privé à s'impliquer davantage. « Prenons notre destin en main si nous voulons éliminer le paludisme de nos sociétés et rendre notre monde meilleur. »

CHANGEZ L'HISTOIRE, SAUVEZ DES VIES: RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ
DANS L'ÉLIMINATION DU PALUDISME

MAI 2025

PHOTOGRAPHIE PAR FANTOME PHOTOGRAPHY, ABIDJAN
@ANGE_ETAM